

RIO ... ET MAINTENANT ?

Et maintenant que faisons-nous pour défendre la vie sur terre ?

Par Georges Monbiot

C'est, peut-être, la plus grande faillite de la gouvernance collective depuis la première guerre mondiale. Les systèmes vivants de la Terre s'effondrent et les gouvernants de certains des pays les plus puissants — États-Unis, Royaume Uni, Allemagne, Russie — ne peuvent même pas être dérangés pour se réunir et en discuter. Ceux qui ont assisté au Sommet de la Terre la semaine dernière se sont mis d'accord solennellement pour continuer à fourgonner les feux ravageurs : par seize fois dans leur texte ils ont promis de poursuivre la « croissance soutenue », la cause première des dégradations de la biosphère (1).

Les efforts des gouvernements ne s'attachent pas à sauver la Terre vivante de la destruction, mais à sauver la machine qui la détruit. Chaque fois que le capitalisme consumériste se trouve bloqué par ses propres contradictions, les gouvernements se démènent pour dépanner la machine, pour assurer — alors qu'elle consume les conditions qui permettent nos vies — qu'elle tourne plus vite que jamais auparavant.

La pensée que ce pourrait être la mauvaise machine, attelée à la mauvaise tâche, ne peut même pas être exprimée dans la politique dominante. La machine enrichit largement l'élite économique, tout en coupant l'élite politique des mouvements de masse qu'elle pourrait avoir à affronter autrement. Nous avons notre pain ; maintenant nous errons, dans une rêverie envoûtée, entre les jeux du cirque.

Nous avons utilisé nos libertés incomparables, chèrement acquises par nos prédécesseurs, non pas pour manifester en faveur de la justice, de la redistribution, de la défense de nos intérêts communs, mais pour rechercher les décharges de dopamine déclenchées par l'achat de produits dont nous n'avons pas besoin. Les esprits les plus inventifs du monde s'emploient non pas à améliorer le sort de l'humanité mais à concevoir des moyens encore plus efficaces de stimulation, pour compenser l'atténuation des satisfactions que procure la consommation. Les dépendances mutuelles du capitalisme consumériste font que nous conspirons tous involontairement dans le saccage de ce qui pourrait être la seule planète habitable. L'échec de Rio de Janeiro appartient à nous tous.

Cet échec marque, plus ou moins, la fin de l'effort multilatéral pour protéger la biosphère. Le seul instrument mondial efficace — le Protocole de Montréal sur les substances qui dégradent la couche d'ozone — a été adopté et mis en œuvre des années avant le premier Sommet de la Terre de 1992(2). C'était l'un des derniers fruits d'une autre ère politique, dans laquelle l'intrusion dans le marché en vue du plus grand bien n'était pas considérée comme un blasphème, même par les gouvernements de Thatcher et Reagan. Tout sujet valable discuté depuis lors a conduit à des accords faibles et inapplicables, ou à pas d'accord du tout.

Il ne s'agit pas de suggérer que le système global et ses réunions annuelles de plus en plus dénuées d'objet disparaîtront ou même changeront. Les gouvernements qui ont permis la faillite du Sommet de la Terre et de toutes les réunions semblables ne manifestent aucun sens de leur responsabilité dans ce résultat, et ne semblent pas dérangés par la pensée que si un système n'a pas fonctionné pendant vingt ans, quelque chose ne va pas dans le système. Ils s'en vont, sachant qu'il n'y a pas de sanction politique ; que les médias sont aussi absorbés que nous tous dans le quotidien consumériste ; que leur contribution sera oubliée quand les générations futures auront à se colleter avec la situation catastrophique qu'ils ont laissée derrière eux. (Et c'est à nous tous qu'ils font la leçon sur notre responsabilité.)

Il ne s'agit pas non plus de suggérer l'abandon du multilatéralisme. Les accords sur la biodiversité, les océans et le commerce des espèces menacées peuvent réaliser une atténuation marginale de l'assaut tous azimuts que la machine consumériste a déchaîné contre la biosphère. Mais c'est à peu près tout.

L'action — si action il y a — se situera principalement ailleurs. Ceux des gouvernements qui conservent un intérêt pour la planète Terre devront agir seuls, ou en accord avec des nations dans les mêmes dispositions. Il n'y aura aucun moyen de retenir ceux qui feront cavalier seul, aucun moyen de persuader les électeurs que leurs actions seront accompagnées par celles d'autres pays.

Il paraît maintenant évident que nous avons manqué la chance d'éviter deux degrés de réchauffement global. De même qu'il est évident que toutes les autres limites de la planète seront franchies. Alors que faisons-nous maintenant ?

Certains répondront par l'abandon, ou au moins par le retrait de l'action politique. Pourquoi, demanderont-ils, devrions-nous nous tracasser, si la fin inévitable est la destruction de tant de ce qui nous est cher : forêts, ruisseaux, marais, récifs coralliens, banquises, glaciers, chants d'oiseaux et chœurs nocturnes, le climat doux et constant qui nous a été favorable si longtemps ? Il semble qu'il y aurait au moins trois raisons.

La première est d'étaler la destruction sur une période aussi longue que possible, afin de permettre à nos enfants et petits-enfants de goûter un peu des merveilles et des délices du monde naturel et des vies paisibles et sans trouble qui nous ont été données. N'est-ce pas un but valable, même s'il n'y en avait pas d'autre ?

La deuxième est de préserver ce que nous pouvons, dans l'espoir que les conditions puissent changer. Je ne crois pas que la machine à dévorer la planète, servie par une armée de mécaniciens, lubrifiée par des injections constantes d'argent public, s'effondrera avant les systèmes vivants dont elle se nourrit. Mais je pourrais me tromper. Ne serait-ce pas un terrible gâchis que de permettre la disparition du tigre, du rhinocéros, du thon rouge, du megapenthes lugens et de l'abeille-coucou, de l'octospora humosa et de l'anémone-fontaine(3), sans combattre, si cette période d'exploitation intense devait se révéler de courte durée ?

La troisième est que, même si nous n'avons aucune influence sur les décisions prises ailleurs, nous pouvons faire beaucoup à l'intérieur de nos frontières. Le ré-ensauvagement — restauration massive d'écosystèmes — nous offre le meilleur espoir de créer des refuges pour le monde naturel, c'est pourquoi j'ai décidé d'y consacrer une grande partie des quelques années à venir, ici et à l'étranger.

Abandonner les accords mondiaux ou, plus exactement, l'espoir de les voir modifier substantiellement nos relations avec le monde naturel, est presque un soulagement. Cela signifie tourner la page de décennies de colère et de frustration. Cela signifie quitter un endroit où nous n'avons aucune influence, pour un autre où nous avons, au moins, une chance d'être entendus. Mais cela provoque aussi une grande tristesse, parce que cela signifie abandonner tant d'autres choses.

Était-ce trop demander aux gouvernements du monde, qui ont accompli des miracles tels que les bombardiers furtifs et la guerre des drones, les marchés mondialisés et les renflouements à coups de milliers de milliards de dollars, que de dépenser, pour sauver notre planète vivante, un dixième de l'énergie et des ressources qu'ils ont consacrées à ces projets ? Il semblerait, hélas, que c'était trop demander.